

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 8 JUIN 2015

SOMMAIRE

- 1) Il étrille l'exécutif
- 2) Des alliances extérieures
- 3) Coalition
- 4) Pilotage automatique
- 5) Il est sclérosé et presque moribond
- 6) Malade très agité...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Montebourg s'invite au congrès du PS et étrillent l'exécutif



© AFP

L'ancien ministre (PS) Arnaud Montebourg et l'homme d'affaires Mathieu Pigasse attaquent très durement, dans une tribune au Journal du dimanche, le bilan de François Hollande et souhaitent une "coalition des pays européens" pour une stratégie de "baisse d'impôts en faveur des ménages" et de résorption du déficit "par la croissance mais non par l'austérité".

"Hébétés, nous marchons droit vers le désastre. C'est la démocratie qui est cette fois menacée". "L'absurde conformisme bruxellois" de la politique de l'exécutif "est devenu une gigantesque fabrique à suffrages du Front national", accusent MM. Montebourg et Pigasse dans ce texte très incisif publié par le JDD, alors que le PS tient son congrès à Poitiers.

L'ancien ministre de l'Economie, figure de l'aile gauche du parti qui a quitté le gouvernement en août 2014, et M. Pigasse, banquier et patron de presse, accusent François Hollande et Manuel Valls, jamais nommés, de "faire semblant de combattre le FN pour se donner bonne conscience".

"Au fil des alternances, les Français votent en conscience pour la +rupture+ ou le +changement+ mais s'aperçoivent que la politique économique – donc européenne – qui s'ensuit est toujours la même. Tout président élu commence par aller faire ses génuflexions à Berlin puis à Bruxelles, enterrant en 72 heures ses engagements de campagne", accusent-ils.

Pour MM. Montebourg et Pigasse, "ceux qui nient l'existence de l'austérité en prétendant que les salaires n'ont pas baissé (heureusement !) doivent ouvrir les yeux sur les pertes réelles et sérieuses de revenus pour les Français moyens : cette politique répand la colère, le dépit, la violence chez des millions de nos concitoyens qui s'estiment bernés, trahis et abandonnés".

"Cette situation explique aussi pourquoi l'économie française ne repart pas, plus de sept ans après la faillite de Lehman Brothers, alors que les économies du monde entier ont redémarré fortement depuis déjà deux ans", poursuivent-ils.

Les auteurs prônent de "construire, dans le peu de temps qui reste, une coalition des pays européens favorables à une stratégie européenne de baisse d'impôts en faveur des ménages dans tous les pays, acceptant que les déficits soient résorbés par la croissance mais non pas par l'austérité, laquelle

empêche précisément de réduire les déficits".

"Est-il encore possible de sauver ce quinquennat et de le rendre enfin utile à notre pays ? Est-il encore possible d'éviter le désastre politique et moral pour cette gauche de gouvernement qui semble avoir abandonné la France ? Oui, nous croyons qu'il n'est pas trop tard pour encore agir et engager enfin une politique différente et innovante. Il suffirait que nos dirigeants ouvrent leurs yeux sur le précipice qu'ils ont ouvert sous nos pieds (et les leurs)".

publicsenat.fr

II) Gauche du PS : un pas vers la sortie ?

Minoritaire, l'aile gauche du Parti socialiste entend se déployer à l'extérieur du parti pour « résister à la pente libérale » prise par son parti.



Photo : Benoît Hamon à la tribune du congrès de Poitiers, le 6 juin (Michel

Passer du « courant » au « mouvement ». La gauche du PS, sortie vaincue du congrès de Poitiers, entend désormais tenter d'établir des alliances avec ses partenaires de gauche pour créer un nouveau « mouvement ». Il faut « constituer un mouvement qui va bien au-delà du périmètre socialiste » afin de « résister à la pente libérale » prise par le PS, a martelé, hier à Poitiers, le député de l'aile gauche Benoît Hamon, lors d'une Assemblée générale où s'étaient réunis quelque 300 signataires de la motion B. Reconnaisant franchement « qu'une majorité de socialistes a dit "oui" à la poursuite d'une politique sociale libérale », l'élu de Trappes a estimé : « S'il faut en passer pour un moment par un pied dedans, un pied dehors, il faut le faire ». Les partenaires pressentis pour former ce nouveau mouvement ? « EELV et le Parti communiste », a-t-il précisé.

Peu à peu, cette doctrine du « un pied dedans, un pied dehors » fait son chemin à la gauche du PS, comme une réponse à l'impasse dans laquelle elle se trouve. Ou comme un contre-feu à des envies de départ.

L'ancien eurodéputé Liêm Hoang-Ngoc a publié hier une tribune pour enjoindre les frondeurs à construire une « alternative attractive » à gauche.

Retenu à Paris, le député Pouria Amirshahi a lui aussi envoyé une « lettre » aux militants de la motion B, où il appelle à « la mise en perspective d'un grand mouvement citoyen d'un type nouveau ».

Un ton en dessous, Christian Paul, le chef de file de la motion B, qui est intervenu en séance plénière samedi matin, juste avant Manuel Valls, a jugé que « l'unité [des socialistes] n'est pas en danger » ; il a d'ailleurs appelé ces derniers à « faire naître la prochaine gauche » en remettant notamment « les citoyens dans le circuit », sous peine d'être bientôt ringardisé par Podemos.

Incantations

Malgré ce discours officiel modéré beaucoup de « frondeurs » assurent en off qu'un changement de politique relèverait désormais du « miracle ». Mais pas question pour autant de quitter le PS. Ou plus exactement, de le laisser à Manuel Valls, qui entend le transformer en parti ouvertement social-libéral. « Valls aura un boulevard pour parfaire son OPA sur le PS si Hollande perd en 2017 », prédit un représentant de l'aile gauche.

C'est qu'au PS, qui a perdu près de la moitié de ses militants depuis le congrès de Reims (2008), dont 40.000 depuis 2012, domine une ambiance de fin de règne. « Autant j'ai trouvé que les résultats de la motion B étaient bons, autant je suis très inquiet de l'état du parti, du manque de mobilisation des militants », estimait vendredi soir le député de Paris, Pascal Cherki.

L'appel à un mouvement à cheval entre le PS et au dehors n'est pas nouveau, mais il n'a peut-être jamais été si clair au PS. « Pourquoi pas un mouvement, mais il ne faut pas recommencer les erreurs habituelles en faisant des courants et des courants », grince toutefois un militant présent à l'AG de la motion B. Manière de dire que les incantations ont vécu.

III) Les frondeurs du PS doivent fonder une coalition avec les Verts et le Front de gauche

Le Monde.fr

Par Liêm Hoang-Ngoc et Philippe Marlière

Le congrès de Poitiers était le congrès de la dernière chance pour réconcilier le peuple de gauche avec le Parti socialiste (PS). Il est un nouveau congrès pour rien.

La fronde, a échoué. Le PS restera contrôlé par ceux qui n'entendent pas remettre en cause le virage néolibéral imposé par le chef de l'Etat. Pour ses vainqueurs, le congrès de Poitiers n'aura pas été, pour autant, un congrès de clarification. La direction n'a pas assumé au grand jour la ligne sociale-libérale du gouvernement, dont tous les membres ont signé la motion portée par le premier secrétaire. Ce dernier a esquivé le débat, en plagiant les propositions économiques de l'opposition de gauche, afin de ratisser large. Pire, cette manœuvre de congrès de la direction, devenue classique depuis que le PS d'Epinay existe (« un congrès se gagne à gauche », disait-on), décrédibilise une nouvelle fois le discours politique dont se détournent désormais nos concitoyens. Les électeurs sont de moins en moins dupes d'un double langage consistant, au Bourget et à Poitiers, à asséner des slogans de gauche (la réforme fiscale, la réforme bancaire), pour les dénigrer ensuite au profit de déclarations d'amour au Mouvement des entreprises de France (MEDEF) et de la mise en œuvre des « politiques de l'offre » et autres « réformes structurelles » que la droite elle-même n'a jamais osé mener aussi loin.

Sans changement de cap en faveur des salariés, les électeurs socialistes, observant que la différence avec le discours économique de feu l'Union pour un mouvement populaire (UMP) sera désormais encore plus mince qu'aux Etats-Unis entre républicains et démocrates, ont peu de raison de revenir aux urnes. L'épouvantail de l'extrême droite est d'ores et déjà brandi pour les mobiliser. L'hypothèse d'un nouveau 21 avril 2002 (où le candidat socialiste fut éliminé dès le premier tour) hante à l'évidence l'Elysée. Elle n'est pas la moins improbable. Les jours du PS d'Epinay sont désormais comptés. Faute d'une

alternative progressiste crédible, l'existence même de la gauche est à court terme menacée.

L'aile gauche du PS est désormais au pied du mur. Elle partage avec les écologistes et le Front de gauche le rejet des politiques d'austérité, ainsi que la promotion de la planification écologique et de la démocratisation des institutions. Forte d'un tiers des militants du parti, elle n'a pas décidé de faire du congrès de Poitiers un nouveau congrès de Tour (où les familles socialistes et communistes s'étaient séparées en 1920), qui aurait pu accoucher d'une scission entre socialistes et sociaux-libéraux. Elle peut certes se prévaloir d'avoir exercé une influence relative dans la mesure où ses thèses ont fini par infuser le texte de la direction. Mais elle sait que la politique qu'elle recommande ne sera pas appliquée. En rentrant dans le rang, la gauche du PS est condamnée à servir de caution à une politique poussant les salariés à la déshérence électorale... et le candidat du PS à l'élimination au premier tour de la prochaine élection présidentielle.

En rompant les rangs pour poser les fondations d'une coalition avec les écologistes de conviction et le Front de Gauche, elle pourrait offrir une alternative attractive et crédible à un parti d'Épinay à bout de souffle. Une telle initiative est susceptible de remobiliser, dès les prochaines échéances électorales, le bataillon des électeurs socialistes qui s'abstiennent et qui n'ont pas, jusqu'alors, reporté leurs suffrages vers Europe écologie les verts (EELV) ou le Front de Gauche. Une telle démarche déciderait peut-être ces formations à dépasser leurs différends pour s'entendre, comme les 18 composantes de gauche qui forment Syriza en Grèce. Elle pourrait favoriser l'émergence d'assemblées citoyennes, nécessaires pour mobiliser de nouvelles forces vives, telles que celles que Podemos a su mettre en mouvement en Espagne.

Liêm Hoang-Ngoc et Philippe Marlière sont les fondateurs du
Club des socialistes affligés.

lemonde.f

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Au congrès du PS, Valls enclenche le pilote automatique

Par Lénéaig Bredoux

Au congrès du PS, le premier ministre a donné tous les gages pour satisfaire un parti très affaibli après trois ans d'exercice du pouvoir. Mais il n'a rien dit de sa feuille de route pour les deux ans à venir. François Hollande continue d'attendre son heure.

Poitiers, de notre envoyée spéciale

« *C'est crépusculaire.* » Au congrès du Parti socialiste, les membres du gouvernement et leurs conseillers sont aussi dubitatifs que les militants encore actifs dans le parti au pouvoir. Le premier ministre Manuel Valls a bien sûr été ovationné. Il a fait se lever la salle pour saluer François Hollande, « *un grand président* ». Il n'y a pas de drame, ni de sifflets, à peine des débats. La majorité du PS soutient le gouvernement et le chef de l'État continue de croire à sa réélection. Mais sans que l'on sache bien comment, pourquoi et par qui il serait à nouveau porté au pouvoir en 2017. « *C'est le mystère de ce quinquennat* », glisse le député Christian Paul, chef de file des ailes gauche lors de ce congrès (motion B).

Dans son discours, Manuel Valls n'a pas levé les doutes : il a livré une copie propre, tapant adroitement sur la droite, cochant toutes les cases auxquelles les socialistes sont attachés (réformes économiques mais aussi République et même un passage assez long sur « *l'égalité réelle* »), et insistant sur son appartenance à la gauche. « *Je respecte le Parti socialiste et j'aime les socialistes.* »

Je suis militant depuis 1980 et je sais ce que je vous dois », a lancé le premier ministre face à une salle acquise. Puis : « *Soyons fiers d'être de gauche, soyons fiers d'être français.* » « *Il n'y a pas d'aventure personnelle, il n'y a que des réalisations collectives. Vous pouvez être certains de ma loyauté sans faille au président de la République* », a-t-il aussi assuré. Sans surprise, Manuel Valls a été vivement applaudi – cela n'a pas toujours été le cas dans les cénacles socialistes –, y compris quand il a rendu hommage à Bernard Cazeneuve pour l'expulsion du père de Mohamed Merah.

De la suite du quinquennat on ne saura rien de plus. Les réformes vont continuer, notamment pour les entreprises : de nouvelles mesures seront annoncées mardi pour les PME et les très petites entreprises (TPE). Le prélèvement à la source de l'impôt devra aussi être progressivement instauré, a rappelé Valls. Mais il n'a rien dit du « temps II du quinquennat », promis durant la campagne, que rappellent les proches du président de la République à intervalles réguliers. « C'était un discours vallsien de bout en bout. Il voulait montrer qu'il pouvait être celui qui rassemble les socialistes. Et qu'il n'est plus le vilain petit canard ou celui qui faisait 5 % à la primaire... Pour le reste, ce n'était ni le moment ni le lieu », résume une ministre du gouvernement.

Le seul objectif de Poitiers est d'afficher un PS rassemblé autour de la motion majoritaire qui a recueilli 60 % des suffrages, mais il n'est ni question de lancer une nouvelle dynamique politique, ni un dialogue avec les autres forces de gauche. Elles étaient quasi absentes ce samedi 6 juin : on a surtout vu Jean-Vincent Placé pour les pro-gouvernements d'Europe Écologie-Les Verts, Jean-Luc Bennahmias et son Front démocrate, reçu de temps à autre à l'Élysée, Robert Hue, soutien de Hollande depuis 2012, ou le MRC de Jean-Pierre Chevènement, assister au discours de Manuel Valls.

Ce congrès résume la méthode Hollande depuis qu'il est à l'Élysée : une somme de petites habiletés grâce auxquelles les diverses sensibilités de sa majorité doivent pouvoir se retrouver, pour gérer le temps qui le sépare du rendez-vous de 2017. Ses proches sont persuadés que les électeurs ne veulent pas une politique plus à gauche, mais « plus efficace ». D'où le message de Manuel Valls répété encore samedi : « La gauche, je la veux généreuse, efficace. » Derrière l'élément de langage, c'est toujours la même attente : celle d'une reprise qui tarde mais qui – espère-t-on à l'Élysée – s'amorce pour de bon, et devrait permettre un recul du chômage.

Le président attend donc toujours « l'inversion de la courbe » dont il a fait la condition de sa candidature à sa succession. Le reste, pense-t-il, n'est que bavardages et il lui faut simplement

continuer à gérer tant que bien mal les mois qui viennent. « Il attend que tout se décante autour de lui, que les choses retombent », décryptait-il y a peu un bon connaisseur de la méthode « hollandaise ».

« La France, la Nation, la patrie »

Les partisans de François Hollande s'attendent encore à quelques semaines politiques difficiles : la loi Macron doit revenir devant l'Assemblée nationale, avec la menace d'un nouveau 49-3, et d'autres textes (renseignement, loi Rebsamen sur le dialogue social) risquent aussi de diviser les socialistes. La petite musique médiatique sur les « frondeurs » continuera donc de brouiller le message que veulent marteler les « hollandais » et les « vallsistes ». Dès dimanche, Arnaud Montebourg, l'ancien ministre débarqué en août dernier, a brouillé « la bonne séquence » de Manuel Valls (dixit son entourage), en publiant une tribune dans le JDD, cosignée avec le banquier de Lazard, et patron de presse, Matthieu Pigasse : ils étrillent la politique économique du gouvernement, inféodée à Bruxelles.

Ce n'est qu'à la rentrée de septembre, avec l'université de La Rochelle fin août et avant les régionales de décembre, que la feuille de route des deux ans qui restent pourrait être dévoilée. « Ce sera arbitré pendant l'été entre le président de la République et le premier ministre », promet un ami du chef de l'État. La matrice ? « La France, la Nation, la patrie. Le sujet, c'est comment la gauche se les réapproprie. C'est la question de la souveraineté que nous voulons », poursuit la même source. Un mouvement que François Hollande a esquissé depuis les attentats de janvier, et repris dans son discours au Panthéon.

Cela fait de longs mois qu'une partie de son entourage fait de la République le sujet central de l'affrontement à venir avec la droite – l'UMP devenue justement Les Républicains. Les partisans du chef de l'État sont même persuadés qu'il peut rempiler pour un second quinquennat s'il parvient à se poser en garant de la République, voire en bon père de famille, sur le modèle de la campagne de François Mitterrand en 1988. Surtout s'il fait face à Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen. « Il y aura la République rabougrie de la droite, repliée sur l'ordre et la sécurité, et la nôtre, attachée au triptyque liberté, égalité, fraternité. Deux conceptions de la République s'opposent à une semaine de distance, après le congrès de l'UMP », explique un

conseiller du gouvernement.



François Hollande le 4 juin à l'usine ex-Fralib © Reuters

Mais ce pari se heurte, pour l'instant, à un effet de réel vertigineux : le PS est moribond, la gauche fracturée et l'électorat de François Hollande a pour partie totalement décroché. Les derniers scrutins l'ont montré avec, dans certains départements, une porosité inquiétante entre ses électeurs et le Front national. La base sociale du chef de l'État est aujourd'hui une énigme. « Sa base sociale, ce sont les Français. On ne fonctionne plus par clientèles, c'est fini », répond un de ses plus fervents partisans.

Mais même les plus enthousiastes ne peuvent pas certifier que leur champion ait encore une crédibilité suffisante dans le pays pour espérer conquérir de nouveau l'Élysée. Leur objectif est modeste : arriver deuxième du premier tour de la présidentielle qu'ils prédisent se jouer dans un mouchoir de poche, puis l'emporter sur le fil par rejet de Nicolas Sarkozy. « En temps voulu, François Hollande pourra ressortir des éléments de gauche de son bilan, comme le tiers-payant généralisé, sur fond d'arc républicain menacé. En espérant et en misant sur une reprise durable », résumait récemment un de ses proches. Et sans s'interdire de jouer parfois sur les symboles – il s'est ainsi rendu jeudi à l'usine ex-Fralib. « Pour gagner en 2017, il lui suffira d'être un peu moins rejeté que Nicolas Sarkozy en 2012 », prédisait récemment un ami du chef de l'État. Et comme François Hollande est convaincu de sa bonne étoile, dans son Château, il continue d'y croire.

V) Au Congrès du PS, les militants ne veulent plus "d'un parti sclérosé"

Le HuffPost | Par Alexandre Boudet



Les militants socialistes ne sont pas très enthousiasmés par le Congrès du PS. | AFP

A qui la faute? A la chaleur écrasante, à la demie-finale de Jo-Wilfried Tsonga à Roland-Garros ou au contenu des débats? Sans doute un peu des trois. Toujours est-il que les premières heures du Congrès PS n'ont pas enthousiasmé les foules au parc des expositions de Poitiers. La grande salle plénière est restée bien clairsemée pendant toute l'après-midi où les responsables se sont succédés pour de courts discours consacrés à l'Europe.

Gageons qu'il en sera autrement ce samedi matin avec l'allocution très attendue de Manuel Valls. Mais même le premier ministre qui testera une nouvelle fois sa popularité auprès des militants aura du mal à faire de ce rendez-vous un moment qui restera dans les annales. Beaucoup en veulent à la nouvelle mouture des statuts du parti qui ont avancé le vote sur les motions (le 21 mai) et celui pour le premier secrétaire (une semaine plus tard).

"Le PS est imperméable à ce que pensent les Français"

"Tout est joué d'avance. La seule raison d'être de ce Congrès c'est de savoir quel poste untel ou untel va récupérer à la direction", se désole Julien, un militant d'une vingtaine d'années de Franche Comté. Dans l'amphithéâtre qui jouxte la grande salle, à quelques minutes de l'Assemblée générale de la motion B, celle des frondeurs, le sentiment est partagé par Françoise, venue de la Somme. "Tous les votes ont eu lieu, il n'est pas question de synthèse, c'est dommage mais on va quand même essayer de peser", dit-elle.

C'est d'autant plus dommage dans leur esprit, qu'ils ont beaucoup à dire sur les trois ans qui viennent de s'écouler. "Je suis une grande déçue car je ne retrouve pas ce que j'ai entendu pendant

la campagne. Avec la droite ça aurait été pire mais ce n'est pas une raison pour se contenter de ça", dit Françoise. Julien, lui, en veut moins au gouvernement ("il y a des contraintes que je peux comprendre"), qu'aux cadres du mouvement où il a adhéré en 2010. "J'éprouve un sentiment très négatif vis à vis du PS qui ne joue pas son rôle et se couche devant toutes les décisions du gouvernement", déplore ce militant décidément très remonté contre ce qu'est devenu son parti. "Le PS est une structure figée avec des schémas qui se reproduisent congrès après congrès. Il est imperméable à l'opinion publique. Il n'y a pas de débat d'idée seulement des positionnements politiques. Si vous cherchez des militants ici, vous en aurez très peu. Il n'y a que des élus et des collaborateurs d'élus qui ont peur pour leur poste."

"Les militants ne veulent plus d'un parti sclérosé", dit encore Pierre, encarté dans le Sud-Ouest dont le choix s'est porté sur la Fabrique, la motion D. C'est près du chapiteau où se tient l'AG de cette motion que nous retrouvons aussi Régine. "Ce Congrès c'est une chose mais la vraie question est de savoir ce qui va se passer maintenant. Est-ce qu'on va enfin reproduire des idées ou va-t-on continuer comme ça à voir nos camarades partir les uns après les autres. Il faut relancer la machine, que le PS retrouve sa voix", explique-t-elle.

"De 93 à 97, les sections étaient très actives"

Mais dans leur esprit, c'est moins une question de personnes à la tête du parti que du moment. Depuis mai 2012, le PS se cherche une identité, un rôle dans la majorité. "C'est la loi de l'exercice du pouvoir.

Le parti n'a pas encore réussi à trouver son positionnement", pense Régine. "C'est sûr c'est toujours plus facile d'être dans l'opposition. Il est plus aisé de critiquer que de proposer", reconnaît aussi Julien.

Pierre se souvient ainsi du milieu des années 90, entre la claque mémorable reçue en 1993 et la victoire de la gauche aux législatives de 97 qui avait placé Lionel Jospin à Matignon.

"Pendant cette période là, le parti a beaucoup bossé, les sections étaient très actives, il y avait du travail de fait, du débat d'idées. Ils gens venaient, ils critiquaient mais il se passait quelque chose. Résultat on a tout gagné dans la foulée. C'est cet esprit qu'il faut retrouver", dit-il.

Un esprit, mais surtout de l'unité et un soutien au gouvernement, espèrent les militants légitimistes. "Le PS a eu des difficultés, il y a eu des vagues mais il y a maintenant besoin de solidarité autour du Président", lance Claude. Elues locales, l'une à Dijon, l'autre dans la Vienne, Badiaâ et Nathalie sont aussi d'indéfectibles soutiens à François Hollande et Manuel Valls. "Il faut faire preuve de patience parce qu'on a pris le pays dans un état lamentable et on ne peut pas faire de miracle en trois ans", dit la première. "L'engagement est pris pour 5 ans et même cinq ans, c'est trop court. Il faut laisser du temps au temps", réplique la seconde, certaine que "les fruits des réformes finiront par pousser".

Et avec eux, qui sait, une réélection de François Hollande en 2017. Un objectif que tous, quel que soit leur vote à ce Congrès, disent vouloir également. "Je ne veux pas que François Hollande se casse la figure, assure Françoise la fondeuse. Je vous jure, c'est tout le contraire."

huffingtonpost.fr

VI) Annoncé tranquille, le Congrès du parti socialiste a finalement été très agité

Repéré par Grégor Brandy



Manuel Valls s'exprime lors du Congrès socialiste à Poitiers, le 6 juin 2015. REUTERS/Regis Duvignau

Entre la contestation des frondeurs, la tribune d'Arnaud Montebourg et l'aller-retour à Berlin de Manuel Valls, le 77e congrès du Parti socialiste n'a pas été de tout repos.

Ce devait être le rassemblement d'une famille politique, une semaine après le congrès tendu des

Républicains. Samedi matin, Francetvinfo titrait ainsi un de ses articles «Au congrès du PS à Poitiers, une ambiance si "apaisée" qu'on s'ennuierait presque».

Tout était dans le «presque». L'article indiquait d'ailleurs que les frondeurs n'avaient pas encore dit leur dernier mot, alors que deux semaines auparavant, les militants avaient reconduit Jean-Christophe Cambadélis et sa motion à la tête du parti. Mais alors que tout était fait pour assurer le rassemblement, le Congrès a vite pris une autre tournure

Les frondeurs ont ainsi refusé de signer de signer «L'Adresse au peuple de France» souhaitée par Jean-Christophe Cambadélis, souligne L'Express. Pour le député Laurent Baumel, il «aurait donné l'image que le rassemblement est fait. Or ce congrès n'est pas rassembleur.» Comme le raconte le JDD:

«Les frondeurs souhaitaient que ce texte "reconnaisse le mécontentement des Français" et reprenne "les demandes d'inflexion de politique gouvernementale", notamment la baisse de la CSG et le redéploiement des 15 milliards du pacte de responsabilité. "La direction a refusé ces demandes. Nous ne pouvons cautionner un rassemblement sans fond, sur un contenu politique qui ne permettra pas la reconquête de nos électeurs déçus", expliquent-ils.»

Le parti apparaissait donc sensiblement moins uni quand est venue la tribune d'Arnaud Montebourg et de Mathieu Pigasse, publiée ce dimanche dans le Journal du Dimanche. L'ancien ministre et le banquier s'attaquent ouvertement au gouvernement socialiste en place :

«Est-il encore possible de sauver ce quinquennat et de le rendre enfin utile à notre pays? Est-il encore possible d'éviter le désastre politique et moral pour cette gauche de gouvernement qui semble avoir abandonné la France? Oui, nous croyons qu'il n'est pas trop tard pour encore agir et engager enfin une politique différente et innovante. Il suffirait que nos dirigeants ouvrent leurs yeux sur le précipice qu'ils ont ouvert sous nos pieds (et les leurs). Éluë pour faire baisser massivement le chômage, la gauche de gouvernement a rallié en deux mois de pouvoir les exigences destructrices de l'austérité, lesquelles ont fait... augmenter massivement le chômage.»

La réponse de Jean-Christophe Cambadélis ne s'est pas faite attendre. Dans le Grand Rendez-Vous I-Télé/Le Monde/Europe 1, le premier secrétaire a regretté qu'Arnaud Montebourg ne se soit pas soumis au vote des adhérents PS, avant de s'attaquer au texte:

«La critique formulée par Arnaud Montebourg est extrêmement forte mais les propositions sont extrêmement faibles».

Du côté des frondeurs, on est moins critique. Christian Paul juge ainsi «très salutare» la tribune de Montebourg contre la politique gouvernementale.

Ce n'est pas la première fois qu'Arnaud Montebourg critique la politique du gouvernement lors d'une réunion socialiste. A la Fête de la rose, en août dernier, il s'était déjà attaqué —avec Benoit Hamon— à la politique menée par Manuel Valls et François Hollande. Le lundi, Manuel Valls remettait la démission de son gouvernement. Les deux frondeurs n'ont pas fait partie de la nouvelle équipe. Arnaud Montebourg avait annoncé en octobre dernier qu'il quittait «la politique comme professionnel» même s'il ne quittait pas «l'action politique comme citoyen engagé au milieu des Français».

Plus anecdotique: la polémique sur l'aller-retour de Manuel Valls à Berlin, pour assister à la finale de la Ligue des champions entre Barcelone et la Juventus Turin.

Le Premier ministre avait préalablement indiqué que s'il se rendait à Berlin, c'était «à l'invitation de Michel Platini qui est le président de l'UEFA. Nous aurons une rencontre - puisque dans un an nous accueillons l'Euro de football [...] - je rencontrerai les dirigeants de l'UEFA, [pour une réunion d'organisation sur l'Euro] et j'assisterai à un beau match de football.»

Mais cette explication passe mal. Comme le détaille 20 Minutes, la droite et l'extrême-droite lui sont tombés dessus. Une partie de son camp estime également que le Premier ministre aurait pu éviter ce voyage:

Et pour finir BFM a remarqué que «les "frondeurs" et l'aile gauche du Parti socialiste, désireux de signifier "symboliquement" qu'ils ne "baisseraient pas la garde", n'ont pas participé à la photo de famille marquant la clôture des débats du congrès du parti à Poitiers». Martine Aubry était également absente.



Mathieu Dehlinger @mdehlinger
Lienemann sur l'escapade de Valls à Berlin : "Il
aurait aussi pu aller à Poitiers voir le match
dans un bar" #CongrèsPS

slate.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

